



## Le Canada vassal des États-Unis

Par [Oscar Fortin](#)

Mondialisation.ca, 15 août 2021

[Humanisme](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#), [Le Canada](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Loi et Justice](#)

Ceux et celles qui pensent que le Canada est un pays souverain et indépendant ne réalisent tout simplement pas qu'il est une dépendance de l'Oncle Sam et qu'il ajuste sa politique extérieure selon la volonté de ce dernier.

Loin de répondre à l'application de la Charte des droits des Nations Unies, il se fait complice de son voisin du sud en s'ingérant indûment dans les affaires internes des autres nations. Sa complicité avec ce dernier en fait un État délinquant.

De fait, de quel droit le gouvernement canadien intervient-il dans les affaires internes du Venezuela et de Cuba, entre autres, pour les forcer à changer leurs politiques intérieures de manière à complaire à l'Oncle Sam ?

En démocratie, ce ne sont pas les gouvernements étrangers qui décident des politiques internes des gouvernements, mais les peuples. Seules les Nations Unies ont ce pouvoir d'intervention, une fois identifiées les anomalies qui rendent la vie des peuples insupportables. Ce n'est pas le cas ni du Venezuela ni de Cuba.

Le Canada, plutôt que de répondre aux requêtes des Nations Unies se fait servile auprès de l'Oncle Sam et ses ambitions de conquêtes. Il se transforme en délinquant international, soutenant des sanctions criminelles et illégitimes contre des peuples, dont celui du Venezuela et de Cuba.

Au moment d'écrire ces lignes, le gouvernement du Venezuela et les forces de l'opposition ont convenu d'un dialogue, appuyé par la communauté internationale. Ce dialogue comporte l'obligation pour les pays belligérants de mettre un terme à toutes leurs sanctions à l'endroit du Peuple vénézuélien.

Les sénateurs des États-Unis ont réclamé, eux-mêmes, que soient retirées toutes les sanctions pour permettre la libre expression des négociateurs.

Au même moment, l'Union européenne, le Canada et l'Oncle Sam se refusent à mettre un terme à ces sanctions illégales et criminelles. Ils préfèrent les garder comme instruments de pression sur les négociateurs pour les influencer dans le sens de leurs propres intérêts qui ne sont pas ceux des Vénézuéliens.

En tant que Canadien, je réclame que le gouvernement de Justin Trudeau se conforme au droit international et qu'il réponde, avant tout, aux directives des Nations Unies. Nous sommes loin d'un Lester B. Pearson, Prix Nobel de la paix et grand promoteur du droit

international.

Le gouvernement de Justin Trudeau doit respecter les Canadiens et Canadiennes qui ne sont pas des délinquants du droit international. On ne négocie pas des avantages légitimes par la corruption et des crimes organisés.

Nous, les Canadiens, voulons que le gouvernement canadien respecte le droit international et les démocraties des peuples.

Laissons aux Nations Unies les responsabilités qui lui reviennent. Il est le seul à en avoir le mandat.

Oscar Fortin

15 août 2021

Référence :

[https://www.international.gc.ca/world-monde/international\\_relations-relations\\_internationales/sanctions/venezuela.aspx?lang=fra](https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/sanctions/venezuela.aspx?lang=fra)

références en espagnol

<https://www.telesurtv.net/news/venezuela-gobierno-pide-eeuu-ue-fin-medidas-coercitivas-20210815-0003.html>

<https://www.aporrea.org/tiburon/n366942.html>

[https://www.religiondigital.org/humanismo\\_de\\_jesus/presidente-catolico-EU-puesto-prueba\\_7\\_2368633126.html](https://www.religiondigital.org/humanismo_de_jesus/presidente-catolico-EU-puesto-prueba_7_2368633126.html)

La source originale de cet article est [Humanisme](#)

Copyright © [Oscar Fortin](#), [Humanisme](#), 2021

---

Articles Par : [Oscar Fortin](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)